

Technologie de l'information et langues africaines

Lieux des enjeux existentiels

Les États africains sont très préoccupés, aujourd'hui plus qu'avant, des impasses qui se dressent devant eux dans leur effort pour accéder au développement humain. Le savoir techno-scientifique, patrimoine collectif, a du mal à se déployer en Afrique. La critique des sciences modernes recommande en effet que ce savoir s'ouvre à la rationalité communicationnelle en développant une logique dialogique. Ainsi, la techno-science devrait tenir compte des multiples expériences historiques, dont celles de l'Afrique, encore vivantes dans la tradition.

Les langues africaines me semblent un point focal à double titre: d'une part, elles sont les lieux par excellence d'émergence des différentes représentations culturelles susceptibles de prolongement théorique et d'autre part, elles servent réellement, à côté des grandes langues de communication que sont le français et l'anglais, de courroie de transmission d'informations et de mobilisation des masses africaines vers l'action développementale.

Les nouvelles technologies de l'information sont pour l'Afrique une opportunité sans précédent. Elles constituent, à côté des langues africaines, des lieux où se joue la destinée de l'Afrique.

Termes-clés:

ère des réseaux; rendez-vous du donner et du recevoir; tradition africaine; technologie de l'information; langues africaines; rationalité communicationnelle.

Introduction

LA TECHNOLOGIE s'offre comme une condition du développement. Elle accompagne l'homme depuis toujours par des innovations dans les différents domaines de la vie.

Les avancées technologiques de la téléphonie cellulaire avec téléphone mobile et de l'Internet ont révolutionné les structures de la communication et ont facilité l'accès à l'information. En effet, ces avancées permettent de traiter et de stocker d'énormes volumes d'informations, ainsi que de diffuser celles-ci rapidement. Ces percées technologiques ont l'avantage de permettre aux hommes de transmettre et d'obtenir des volumes toujours accrus d'information d'une manière rapide et à très bas prix.

Aujourd'hui plus qu'auparavant, ces nouvelles technologies semblent modifier plus fondamentalement les conditions d'existence de la communauté humaine tout entière sans considération des frontières culturelles. Conjuguées à la mondialisation, elles créent l'ère nouvelle du troisième millénaire qu'on appelle *ère des réseaux*.

Cette civilisation en formation peut donner aux hommes les moyens de se développer en leur permettant d'utiliser des savoirs qui sont le patrimoine collectif de l'humanité et de contribuer à l'enrichissement de ces savoirs (Pnud 2001 : 4).

Le défi majeur pour l'Afrique ne se pose pas seulement en terme de capacité d'utilisation de « ce savoir mondial » techno-science). Il s'agit de se demander comment l'Afrique peut, d'une part s'approprier efficacement et durablement ces connaissances et d'autre part contribuer d'une manière substantielle à l'enrichissement de ce patrimoine commun afin d'espérer en tirer réellement profit? En d'autres termes, à quelles conditions cette innovation technologique peut-elle procurer aux pays d'Afrique l'opportunité de réduire leur isolement tant social que politique et libérer la créativité de leurs habitants dans le but, non seulement de participer à la prise des décisions qui concernent leur existence, mais aussi de partager avec les autres l'expérience positive de l'intersubjectivité conservée dans leur conscience historique?

Au regard de ce défi, nous posons par hypothèse que les langues utilisées en Afrique d'une manière générale et singulièrement les langues autochtones constituent un des lieux, à côté des nouvelles technologies de l'information, où se jouent des enjeux existentiels réels. Non seulement ces langues sont des moyens de communication encore efficaces dans la vulgarisation des techniques du développement, mais aussi elles portent, selon les expressions de Habermas, des « traces à déchiffrer » (Ferry 1987 :133) des multiples expériences de l'homme africain susceptibles de prolongement dans le discours scientifique. Lequel discours est difficilement approvoisé en Afrique.

1 Science et développement en Afrique

La modernité est marquée, à ce jour, du sceau de la techno-science qui a transformé l'ensemble de la vie sociale dans le sens de l'amélioration des conditions matérielles de

vie. L'Afrique n'est pas restée indifférente à cette mutation. En effet, des institutions d'enseignement, de la maternelle aux universités en passant par des centres de recherches scientifiques, ont été érigées partout en Afrique. Toute l'administration sociale s'est structurée sur le modèle scientifique. Paradoxalement, au lieu de nous procurer du gibier, les sciences promues en Afrique ont apporté plus de problèmes qu'elles n'en résolvent : l'augmentation des mortalités infantiles, la détérioration généralisée des infrastructures socio-économiques, l'exacerbation de la criminalité, la déscolarisation croissante de la jeunesse, la réapparition des endémies jadis éradiquées. L'inexistence des productions scientifiques originales, l'intensification et la généralisation des conflits armés interethniques et frontaliers, la généralisation de la pauvreté conséquence des diminutions incessantes des revenus nationaux sans oublier la pandémie du sida...

Cette subversion de la science en Afrique pose un double problème. On devrait s'interroger sur les raisons qui sont à la base de la non-assimilation de la science, de la non-appropriation de cette connaissance en Afrique. L'on pourrait ainsi déboucher sur une question fondamentale touchant la logique en œuvre dans ce savoir, qualifié par certains critiques d'un monologisme essentiellement instrumental (Habermas 1976: 107) n'intégrant pas la dimension éthique qui aurait rendu socialement émancipatoire la science moderne.

C'est ainsi que Habermas considère la modernité comme un projet inachevé. L'existence de la crise (crise de système et d'identité) affectant la société mondiale peut être envisagée sous l'angle des échanges internationaux (mondialisation). Cette crise serait marquée par le poids de la dette mondiale qui remet en question l'ordre politico-économique établi (Ferry 1987: 546). Elle se manifeste concrètement par la rupture intervenue au niveau de l'économie classique entre la production et la distribution du fait que le progrès scientifique et technologique, l'organisation scientifique du travail sont des nouveaux facteurs de productivité qui jouent aujourd'hui un rôle primordial dans la croissance et qui entraînent une relative désuétude de la notion du travail. Cette double fonction de l'économie classique n'est plus réalisée par l'entreprise.

Il semble que cette situation trouve moins son origine dans les facteurs économiques que dans les facteurs institutionnels, qui organisent ces échanges. Ainsi la

solution serait envisagée sur le plan politique et consisterait à instituer un ordre social nouveau en tant qu'assomption des contradictions existant au niveau de certaines notions dépassées du travail, de la richesse, de la productivité, du revenu. Cet ordre nouveau à construire sous la forme d'un « super État-providence » doit reposer sur deux principes politiques paradoxalement en conflit : le principe de souveraineté des États et celui de solidarité des nations. Si de l'« ordre naturel », la communauté politique a évolué vers un « ordre géré », la résolution de la crise sur le plan mondial passe comme le dit si bien Ferry par l'institution d'un « ordre concerté » en tant que réalité sociale pensée sous l'idée d'une rationalité communicationnelle (Ferry 1987: 546).

Voilà des présomptions argumentatives envisageables dans la perspective d'une résorption de la crise du système. D'une manière anticipative, le problème du développement de l'Afrique (qui relève plus de la crise d'identité) nous plonge dans une réflexion d'ordre praxique qui appelle une herméneutique pour son élucidation. Ainsi le paradigme de la pensée monologique doit céder place au paradigme dialogique, appelant au niveau du discours une multiplicité de références dans l'interlocution.

Les sciences sociales développées en Afrique devraient intégrer dans leur constitution le point de vue herméneutique entendu comme une compréhension qui élucide par des interprétations le sens objectif des systèmes de valeurs, des institutions sociales, des légitimations politiques et des normes morales aussi bien de l'univers moderne que du monde vécu traditionnel de l'Afrique.

Cette appropriation de notre identité historique est une condition nécessaire pour nous réconcilier avec nous-mêmes, préalable à l'absolue nécessité de bâtir une humanité nouvelle en élevant certaines prétentions éthiques universalisables en vue de la « survie communicationnellement critique de l'espèce » (Tshiamalenga 1984).

Ainsi se construirait une histoire réellement humaine et émancipatoire moins sujette au fatalisme déterministe, que récusait K. Popper (1956). Dans cette perspective, « pour qu'il y ait histoire, en effet, ne faut-il pas que les représentations culturelles, qui sont les objectivations de l'activité communicationnelle – là où se produisent les interprétations intersubjectives des expériences fondamentales de l'espèce : travail, interaction, représentation – ne cessent d'être soumises à la contrainte de vérité? » (Ferry 1987: 564). Dans ces conditions, la renaissance de l'humanité nouvelle (ère des réseaux)

passerait par l'assomption des cultures différentielles. Dans cette perspective, à quoi servirait le développement linguistique des langues africaines et leur rapport au développement humain ?

2 Tâches herméneutico-praxiques des langues africaines

2.1 Légitimations et opportunités

Il s'est avéré ci-dessus que, dans la perspective d'une civilisation mondiale à bâtir, l'Afrique ne peut exister et coexister qu'au prix d'une appropriation de soi en tant qu'existence historique. Cette exigence du « rendez-vous du donner et du recevoir » ne sera émancipatoire que grâce à l'apport des valeurs traditionnelles (identités différentielles) qui sont encore vivantes aussi bien en milieux urbains que dans les campagnes. Ce besoin se manifeste davantage dans les grandes villes africaines où les nouveaux modes de vie et de pensée éloignent chaque jour les populations urbaines de la dignité humaine (Ngimbi 2001 : 141-142). À considérer la tradition ancestrale de l'Afrique, il se pose évidemment le problème de la nature des éléments discursifs entendus comme textes recelant les objectivations de l'activité communicationnelle susceptible de fournir des sens.

C'est à ce niveau que je pense poser le problème des langues africaines à promouvoir dans une double tâche. Tâche fondamentalement ontologique de restitution des significations susceptibles de prolongement dans le discours scientifique d'une part et tâche fondamentalement communicative de mobilisation des masses en vue d'une action révolutionnaire d'autre part.

La légitimation de cette question me semble évidente au regard des arguments en sa faveur¹. Cependant, la situation des langues africaines pose un problème quand on

1. Cf. Gadamer (1976 : 293) : de l'unité de la langue et de la tradition, il affirme que : « si chaque langue est une vision du monde, elle l'est en premier lieu, non pas comme un type défini de langue (point de vue

linguistique), mais par ce qui, dans cette langue, est dit, donc transmis ».

Voir aussi Tshiamalenga (1977 : 157 et 1981 : 132) et Njoh-Mouelle (1975 : 26-37).

aborde la question de l'écriture qui offre des satisfactions intellectuelles et esthétiques certaines (Lévi-Strauss 1955 : 344). Cette question pourrait justifier l'attitude de méfiance que les africains en général, et particulièrement les politiciens et intellectuels, affichent à l'égard des langues africaines. Ces dernières ne sont pas utilisées systématiquement dans l'enseignement et dans l'administration publique, laissant la place aux grandes langues véhiculaires occidentales. Il est cependant paradoxal de constater qu'en réalité ce sont les langues africaines qui sont les plus utilisées en Afrique dans la vie de chaque jour en dépit de l'institutionnalisation des grandes langues de communication internationale.

Enfin le problème de l'écriture ne s'explique que dans le contexte de domination que charrie la science grâce à l'académisme (nouvelle forme d'asservissement) en vigueur dans le système de l'enseignement. Il est à noter toutefois que, en dépit de l'action obligatoire de l'instruction dans la civilisation dite de l'écriture, cette dernière ne semble pas se démocratiser.

Le pluralisme linguistique vécu en Afrique offre également un prétexte pour tourner le dos aux langues africaines et justifier l'institutionnalisation des langues occidentales comme langues officielles dans certains États. Mais il y a lieu de faire remarquer avec Maurice Merleau-Ponty « qu'on peut parler plusieurs langues, mais on n'en vit qu'une seule parce qu'on n'appartient jamais qu'à un seul monde » (Van Overbeke 1972 : 9).

Tout compte fait, la nécessité et l'opportunité de diffuser nos langues par voie de communication permettront à l'Afrique de participer aux échanges inter-culturels. C'est à ce prix que les autres s'intéresseront à notre apport en cultivant – à leur tour – nos langues comme nous le faisons déjà pour les langues occidentales. Car « la maîtrise d'une langue étrangère, disait Henry Bergson, en rendant possible une imprégnation de l'esprit par la littérature et la civilisation correspondante, peut faire tomber d'un seul coup la prévention voulue par la nature contre l'étranger en général » (Van Overbeke 1972 : 4).

C'est à ce propos qu'il y a lieu de suggérer que les sciences sociales développées en Afrique intègrent, tant dans leurs démarches que dans les modes de leur diffusion, les langues africaines.

Les sciences linguistiques et littéraires s'impliqueraient dans l'inventaire et la réactualisation des concepts de ces

langues. Ces travaux lexicographiques ainsi mis à jour devraient offrir aux scientifiques des vocabulaires techniques.

L'historiographie africaine moderne devrait se réinventer en se mettant à l'école de la tradition, non seulement par fidélité à sa méthode de n'assumer de l'oral que des phénomènes analogues à ceux de l'écrit, mais aussi plus partir d'elle, de son économie propre à se perpétuer dans le jeu interne entre les contenus culturels et les formes de contenus tels les arts, littératures, religions, sciences (Okolo 1986: 27). Ce travail de l'histoire se focaliserait principalement sur les expressions signifiantes du langage qui portent des « traces à déchiffrer » de l'ensemble des expériences humaines en général et, en particulier, celles ayant caractérisé la vie sociale, économique, juridique, politique de l'Afrique traditionnelle. Ces éléments historiographiques seront des matières premières pour une réappropriation théorisante.

Quant à la sociologie africaine, elle s'attellerait à développer la sociologie de la connaissance en étant attentive à la lutte entre les différentes visions du monde perceptibles dans le langage ordinaire véhiculé en Afrique. C'est cette lutte qui est à la base de l'évolution de la société et même de la pensée. L'essentiel dans cette quête consiste à chercher les raisons qui sont à l'origine de ces différentes visions qui s'entrelacent, s'opposent, se croisent ou se superposent selon les différents environnements où elles se meuvent.

Toutes les sciences sociales africaines devront donc partir des données objectives de la tradition conservées dans les différentes sources orales, iconographiques, archéologiques et plus particulièrement des sources linguistiques africaines. Cette démarche ne consiste pas à se murer dans l'« identité différentielle » qui produirait une pensée monologique pragmatiquement destructible. Elle inaugurerait une nouvelle philosophie africaine qui concilie, d'une part, le point de vue de la logique avec celui de l'éthique et, d'autre part, prendrait comme point de départ de recherche les multiples expériences existentielles tant d'Afrique que d'ailleurs.

Quant à la mobilisation des masses pour une action révolutionnaire d'envergure, la langue africaine est le canal idéal. Dans ce contexte, le propos d'une langue nationale dans les États africains n'offusque les esprits que du seul fait d'une éventuelle discrimination qui frapperait les autres

langues, qui toutes gardent la même portée culturelle pour les usagers qui y sont passionnellement attachés. L'évidence de la mondialisation et la nécessité d'y préserver une certaine identité peuvent légitimer un tel discours dans la mesure où les scientifiques de chaque pays peuvent justifier, pour le besoin de la science et du développement, qu'une des langues nationales soit érigée en langue officielle au même titre que les langues étrangères qui le sont dans la plupart des pays d'Afrique. Ces langues seront aussi bien pratiquées dans l'administration publique que dans l'enseignement national. Quant à l'enseignement fondamental, les langues nationales utilisées localement devraient être maintenues à côté des langues officielles ainsi instituées.

2.2 Remarques critiques

La nécessité de développer les langues africaines pour le besoin de la science et du développement du continent africain ne signifie nullement l'abandon des langues étrangères, qui sont devenues, depuis l'avènement de la rencontre Afrique-Europe, des grandes langues véhiculaires. Il serait absurde et inconséquent de nier l'apport considérable du français et de l'anglais dans le processus d'acquisition du savoir scientifico-technique en Afrique d'aujourd'hui. Bien plus, dans la perspective de la contribution à l'enrichissement de ce savoir, comment pourrions-nous porter le message de notre être et de notre vouloir-être à un monde beaucoup plus large, nous adapter au monde contemporain et lutter efficacement contre toute forme d'oppression si nous négligeons ces langues²?

C'est pourquoi, les sciences sociales et littéraires africaines devraient prendre en compte ces langues dans le sens de leur « africanisation ». Ce processus entend permettre à ces langues de dénommer les référentiels africains tant de la modernité africaine (dont certaines « traces à déchiffrer » existent déjà) que de la culture traditionnelle.

2. Ces interrogations ont été abordées dans un de mes textes en instance de publication ayant pour titre: « La problématique des langues en philosophie africaine ».

Finalement qu'importe-t-il, si ce n'est la nécessité d'exprimer adéquatement et efficacement le langage de notre être-au-monde d'aujourd'hui? C'est à ce prix que les langues utilisées en Afrique, qu'elles soient africaines ou étrangères, pourraient contribuer au développement humain du continent.

3 Conclusion

Dans le contexte de la mondialisation qui marque la nouvelle civilisation en gestation, le problème du développement de l'Afrique peut être envisagé dans le sens d'une amélioration des conditions d'existence et de co-existence grâce aux nouvelles technologies en général et particulièrement celles de l'information et de communication. Certes, ces technologies ne sont pas sans risque ou danger, dont les principaux sont l'accroissement des inégalités et l'exclusion.

L'essentiel consiste à se frayer un chemin en fonction des besoins vitaux de chaque peuple. Un de ces besoins essentiels est celui du savoir, de la science qui humanise, qui émancipe tout homme et tout l'homme. Ainsi, dans le contexte de l'Afrique confrontée à la fois aux problèmes de la vie et du savoir, l'élément langagier s'avère déterminant comme médiation essentielle à la réalisation effective de ces objectifs existentiels. Car « chaque langue particulière est toujours à la fois et déjà une vision du monde et capacité d'auto-dépassement tant en elle-même qu'à l'égard du processus de la communication inter-culturelle » (Tshiamalenga 1981 : 137).

Il y a lieu de retenir en dernière analyse que les différentes actions entreprises contre le sous-développement de l'Afrique ne se sont attaquées qu'aux conséquences, laissant de côté les véritables causes. En effet, il est légitime de revendiquer les droits à la vie, au bien-être, à la

3. « L'entente au sein du dialogue (réussi) ne consiste pas simplement à tout mettre en jeu pour faire triompher son propre point de vue, elle consiste à se transformer dans ce qui est commun, transformation à la faveur de laquelle aucun ne reste ce qu'il était auparavant ». (Gadamer 1976: 226).

différence, à l'éducation, au développement. Cela ne devrait pas occulter le plus fondamental de ces droits, à savoir celui de la pensée. Il ne se revendique pas mais s'exerce.

Dans son investigation métaphysique à fonder la connaissance vraie, Descartes a réalisé subitement, au risque de s'anéantir, qu'il ne pouvait soumettre au doute la réalité de la pensée en tant que donnée essentielle du sujet existant. Penser, aujourd'hui c'est communiquer. Ce que Socrate appelait *dialoguer*. Dialogue, non pas pour trouver une vérité extérieure à l'homme, mais pour se constituer un langage commun, comme le dit si bien Gadamer, condition d'une entente entre les hommes³.

Jacques Ngangala Balade Tongamba,
Département de philosophie, Faculté des lettres et sciences humaines,
Université de Kinshasa, République démocratique du Congo.
j_ngangala@hotmail.com

Bibliographie:

Ferry (J.M.), 1987: *Habermas, l'éthique de la communication*, Paris, Puf.

Gadamer (H.G.), 1976: *Vérité et méthode*, Paris, Seuil.

Habermas (J.), 1976: *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard.

Lévi-Strauss (Cl.), 1955: *Tristes tropiques*, Paris, Plon.

Mudimbe (U.Y.), 1978: « Libération d'une parole africaine », dans *Philosophie et Libération*, Kinshasa, RPA, p.59

Ngimbi (N.H.), 2001: *Éthique et intersubjectivité*, Kinshasa, R.P.A. 28, FCK.

Njoh-Mouelle, 1975: *Jalons II. L'africanisme aujourd'hui*, Yaoundé, Clé, p. 26-37.

Okolo (O.), 1986: *Pour une philosophie de la culture et du développement*, Kinshasa, PUZ.

Pnud, 2001: Rapport mondial sur le développement humain, Paris-Bruxelles, De Boeck Université.

Popper (K.), 1956: *La misère de l'historicisme*, Paris, Plon.

Tshiamalenga (N.), 1977: Langue bantoue et philosophie, dans *Philosophie africaine II*, Kinshasa, FTC.

Tshiamalenga (N.), 1981: « Relativité linguistique. Remarques critiques », dans *Langage et Philosophie*, Kinshasa, RPA, FTC.

Tshiamalenga (N.), 1984: « Langage et intérêt, prolégomènes à une philosophie du développement », dans *Philosophie et développement*, Kinshasa, RPA.

Van Overbeke (M.), 1972: *Introduction au problème du bilinguisme*, Bruxelles-Paris, Labor-Nathan.